

Roland NIVET

Co-secrétaire national du Mouvement de la Paix

"C'est la Paix qu'il faut gagner!"

Introduction aux Tables rondes du séminaire de réflexion qui a eut lieu à Paris le 30 janvier 2016, autour de la thématique "Les enjeux de la Paix dans le monde aujourd'hui" organisé lors du Conseil national du Mouvement de la Paix.

Mesdames et messieurs les participants, représentants des Comités, invité-es, bonjour et merci pour votre présence,

"Les foyers de guerre sont nombreux, le terrorisme s'étend dangereusement, l'extrême droite se développe en Europe et dans notre pays, la crise et le dérèglement climatique sont graves même si en ce domaine une prise de conscience s'amorce.

Cette situation m'a fait penser à ce Résistant qui parle de l'année 1942 dans le film « les jours heureux » et qui dit : « nous étions emprisonnés. Tout était noir, aucune issue ne semblait se dessiner. Et pourtant, certains d'entre nous se sont retrouvés après 1945 ministres de l'État français et nous avons réalisé des réformes dont l'ensemble du peuple bénéficient encore aujourd'hui! » Ce rappel juste pour montrer combien la réalité est toujours porteuse de facteurs d'espoir et qu'aucune situation ne doit être considérée comme désespérée. La situation internationale actuelle révèle quelques-uns de ces points d'espoir dans une situation contradictoire.

Au Portugal en Espagne et même en Grèce ou en Amérique latine se développent des luttes contre l'austérité, des perspectives politiques parfois surprenantes se dessinent. Mais dans le même temps une soixantaine de personnes possèdent autant de richesses que 3,5 milliards d'habitants.

Autre exemple, on voit l'Europe se replier sur elle-même et la poussée de mouvements d'extrême droite susceptibles de transformer ce continent en un archipel de ghetto (comme l'indique le journal italien Republicca). Pourtant, les manifestations de solidarité avec les réfugiés migrants sont nombreuses et beaucoup de personnes dialoguent et les écoutent. A cet égard, je suis persuadé que nombre de solutions viendront de notre capacité à écouter ce que ces réfugiés migrants ont à dire.

On pourrait multiplier les exemples qui caractérisent une situation ambivalente et ouverte par exemple à travers les progrès pour la paix constatés en Colombie. Parmi les éléments positifs il faut aussi citer les positionnements qui ont changé par rapport à l'Ukraine et à la recherche de solutions politiques au Moyen-Orient. Le positionnement vis-à-vis de la Russie et de l'Iran sont très positifs et permettent de relancer le travail sur des solutions politiques comme à Genève. Même si la France renâcle, elle a été obligée de bouger ses positionnements et de cesser ses obstructions trop visibles. Cette situation ambivalente et contradictoire est, pour moi, révélatrice de ce que des solutions sont possibles et est donc génératrice d'espoir.

La situation après les attentats

Les attentats posent avec force la question des causes de cette situation et des issues envisageables.

Le terrorisme pose des questions de fond dans de nombreux domaines en France et dans le monde en particulier sur les questions de la paix, de la non-violence et de la sécurité des peuples.

Si une question nous taraude tous et toutes c'est de bien comprendre ce qui pousse des jeunes à quitter le camp de la vie, de la révolte pour celui de la mort et de son propre suicide en s'attaquant à des jeunes innocents qui sont remplis de l'envie de vivre.

Nous sommes dans une situation où un grand défi se pose aux forces de paix : empêcher que la situation actuelle entraîne notre pays et le monde encore plus dans un engrenage guerrier qui ne peut que nous apporter toujours plus d'insécurité alors que c'est la Paix qu'il faut gagner. Ce défi est posé en France mais aussi pour tous les conflits en cours.

La paix ne peut se gagner que dans un État de droit au plan national et dans le cadre du droit international au niveau international.

Mais la paix ne peut se gagner sans clarté sur les causes des conflits, ce qui nécessite débat et accentuation de la vie démocratique et non état d'urgence et stigmatisation de ceux qui cherchent à comprendre. L'exigence démocratique

que nous portons est à l'antipode de ce qu'a dit le premier ministre pour qui : « chercher à comprendre c'est déjà ne pas respecter les victimes ».

Actuellement en France un grand rassemblement se fait contre l'État d'urgence avec un collectif de 70 organisations. Mais la lutte contre l'état d'urgence ne doit pas empêcher la discussion sur les causes et les solutions à plus long terme. Si beaucoup de Français semblaient dans un premier temps prêts à accepter des restrictions de liberté pour payer le prix de leur sécurité comme les Américains avec le Patriot Act après les attentats de septembre 2001, aujourd'hui les luttes

reprennent tout azimut, et la répression et les intimidations policières et

sécuritaires ne les empêcheront pas !

Par contre, de plus en plus de gens comprennent que c'est bien la guerre engagée en 2001 en Afghanistan avec cette prolongation en Irak puis en Libye et en Syrie qui nous ont conduit à cette situation. La population commence à comprendre que la position guerrière de la France nous apporte de l'insécurité.

L'idée que la situation est due à la jonction de plusieurs logiques mortifères et violentes fait son chemin.

Pour ma part je distingue trois logiques différentes qui ont contribué par leur jonction à la situation catastrophique que nous connaissons :

- 1. La logique financière qui écrase les peuples et les pousse en une concurrence effrénée dans le cadre de la mondialisation néolibérale ;
- 2. La logique de militarisation des relations internationales pour asseoir les dominations à travers des interventions guerrières qui se multiplient ;
- 3. La logique policière sécuritaire et répressive contre les peuples et les personnes qui luttent au sein des Etats en particulier chez nous (Goodyear et Notre Dame des Landes) ou contre ceux qui veulent seulement survivre et qui luttent pour leur survie (je veux parler bien sûr des réfugiés migrants).

Aujourd'hui, il y a une grande volonté de comprendre et grand est l'espoir de voir s'arrêter les catastrophes que sont les guerres, le dérèglement climatique et les injustices.

A court terme, cela peut se traduire par des régressions comme le vote d'extrêmedroite dans notre pays avec la montée du racisme et de la xénophobie. Mais dans le même temps les questions sont posées et nous pouvons y apporter des réponses positives qui vont dans le sens de la paix.

Nous avons dans la situation actuelle un rôle important à jouer, et plusieurs exemples dans les actions des comités montrent que des actions rassembleuses peuvent être conduites avec réussite. Des collectifs larges comme celui crée en Ille-et-Vilaine avec 18 organisations sous l'intitulé « combattre le terrorisme par la paix, la démocratie, l'engagement » est un exemple parmi d'autres, mais il est aussi intéressant de constater qu'à Nantes le collectif d'une quarantaine

d'organisations a pris comme base de rassemblement la déclaration faite par le Mouvement de la paix le 14 Novembre alors même que dans la ville de Nantes il n'y a pas de comité du Mouvement de la paix.

Un enjeu de taille

Le séminaire de ce 30 janvier 2016 montre qu'il y a des attentes. Or nous avons des outils et nous sommes dans une réelle dynamique que prouvent plusieurs éléments actuels :

- Le succès des marches pour la paix et des initiatives locales quand elles sont organisées
- Un petit mouvement d'adhésion de jeunes
- L'aboutissement d'initiatives construites avec les jeunes comme l'exposition « visages de paix »
- La bonne réception dans l'opinion publique et sur les réseaux sociaux de certains de nos positionnements comme par exemple le communiqué du 14 novembre qui a été lu par plus de 10 000 personnes sur les réseaux sociaux.
- Et bien sur la richesse des initiatives des comités

Ceci dit la situation est fragile et comme toujours et comme je l'ai dit auparavant, ambivalente.

En effet, si des attentes existent le battage médiatique est lui aussi très fort. La solution pour que les propositions pacifistes pour la paix soient plus visibles et mieux prises en compte réside pour une part dans notre capacité à favoriser un investissement plus conséquent du peuple français sur les questions de la paix et de la sécurité humaine. Cet engagement va de pair avec le travail pour l'émergence d'une culture de la paix et de la non-violence.

Cet investissement du peuple français sur ces questions nécessite d'accroître notre travail d'éducation populaire partout en vue de la promotion de l'éducation à la culture de la paix.

Cet investissement sur ces objectifs est possible dans la mesure ou un plus grand nombre d'individus, d'organisations, d'institutions travaillent de concert pour l'émergence d'une culture de la paix. Le séminaire commun organisé ce 30 janvier avec la CGT est un exemple des partenariats possibles, et d'autres contacts sont déjà pris avec le Secours populaire et la Fédération nationale des MJC.

Pour avancer et rassembler il faut des actions à fort contenu. C'est le sens de l'appel « En marche pour la paix » et du flyer qui a été édité et transmis à tous les comités après les événements du 13 novembre.

Mais pour atteindre ces objectifs et pour être efficace il faut que le Mouvement de la paix soit présent sur tout le territoire national!

Chacun doit bien mesurer que cela passe par la création de nouveaux comités, création qui ne peut provenir que de démarche relativement volontaristes de la part des comités qui sont proches des régions où n'avons aucune implantation. Il faut aussi que nous ayons beaucoup plus de membres et que nous allions vers le doublement du nombre d'adhérents. Et parmi ces membres il faut que nous ayons beaucoup plus de jeunes.

Par ailleurs, il convient que nous soyons beaucoup plus présents et visibles régulièrement sur le terrain en portant les campagnes qui sont les nôtres auprès de l'opinion publique

Un des objectifs principaux de ce Conseil national est de finaliser et perfectionner les outils dont nous avons besoin pour réaliser nos objectifs de renforcement, rajeunissement et de présence et actions publiques sur le terrain. Il nous appartiendra aujourd'hui de promouvoir toutes les initiatives et propositions qui donnent envie aux gens d'agir avec nous et de renforcer le Mouvement de la paix. C'est le sens de notre Appel national qui comporte 4 objectifs :

- 1. Création de comités
- 2. Renforcement en nombre d'adhérents
- 3. Rajeunissement
- 4. Présence publique accrue.

C'est la condition indispensable, non seulement pour concrétiser le maximum des actions que nous avons prévues dans le cadre du projet triennal du Mouvement de la paix, mais c'est aussi indispensable pour répondre aux attentes de la population face aux enjeux de la situation internationale actuelle et face aux inquiétudes résultant des attentats du 13 novembre 1015..."

Roland NIVET

